

RAPPORT MENSUEL

Octobre 2025



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office

- **Éditorial** **4**



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- **Le Parlement européen renforce son soutien au modèle sportif européen** **5**
- **Programme de travail de la Commission européenne pour 2026** **6**
- **Lutter contre les discours de haine dans le sport grâce à la Méthode Ouverte de Coordination de la Commission européenne** **8**



LE COIN DES PARTENAIRES

- **Nouveau partenaire ! Le Bureau des COE auprès de l'UE souhaite la bienvenue au Comité Olympique du Kosovo en tant que partenaire** **9**
- **45e Séminaire des COE et Forum de Solidarité Olympique à Malte : le Bureau des COE auprès de l'UE facilite des discussions thématiques entre les CNO européens** **10**
- **Projet SAFE HARBOUR – De Zagreb à Bucarest – continue de renforcer les mécanismes de réponse aux problèmes de violences sexuelles dans le sport européen** **12**
- **OCEAN Sport CO2 Calculator présenté aux CNO et fédérations sportives lors de deux événements clés** **14**
- **Projet EmpowHER Volleyball Game Changer : enseignements de l'enquête sur l'égalité des genres** **15**
- **5^e Forum International pour l'Intégrité dans le Sport : Déclaration Universelle adoptée** **16**
- **Événements à venir** **18**

Tous les articles et le contenu de ce rapport mensuel sont la propriété exclusive du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE. Toute reproduction, distribution ou utilisation de ces documents, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE, est strictement interdite.



ÉDITORIAL

Chers lecteurs, chères lectrices,

Les athlètes sont au cœur du sport, et tous les acteurs du sport organisé ne cessent de souligner leur rôle particulier. C'est dans ce contexte que le Bureau des COE auprès de l'UE lancera en janvier 2026 un nouveau projet européen intitulé STRONG, visant à évaluer la mise en œuvre de la Déclaration des athlètes du CIO dans 15 Comités Nationaux Olympiques et à formuler des recommandations sur la manière de renforcer la position des athlètes au sein des structures du sport organisé. Il est dans l'intérêt du sport organisé d'entretenir un dialogue constructif avec ses athlètes. Les deux parties peuvent tirer profit d'un échange mutuel. Les athlètes peuvent attendre des fédérations qu'elles garantissent une participation appropriée des athlètes dans leurs processus décisionnels et qu'elles appliquent des critères transparents. Dans le même temps, les athlètes doivent accepter que les fédérations ne puissent pas rendre possible tout ce qui pourrait paraître souhaitable.

L'idée actuellement évoquée dans le football européen d'organiser des matchs de championnat national aux États-Unis ou même en Australie a, à juste titre, suscité des critiques de la part des supporters, des clubs et des responsables politiques. Le commissaire européen Micallef s'est également exprimé clairement contre un tel déplacement des rencontres. Le développement du marketing international des championnats est en effet un défi que le football et d'autres sports doivent relever. Mais au-delà de la question de la durabilité environnementale, se pose aussi celle de l'équité sportive lorsqu'une équipe doit disputer un match à domicile dans un stade étranger, sans la majorité de ses propres supporters. Il est donc logique — et en grande partie grâce aux protestations publiques spontanées — qu'au moins La Liga ait désormais abandonné son idée initiale.

Après une pause de trois ans, le Bureau des COE auprès de l'UE organisera le 17 novembre sa 7e Soirée européenne du sport à la Représentation du Land de Bade-Wurtemberg à Bruxelles. Les éditions précédentes ont démontré l'importance d'aborder les questions de politique sportive à travers des réunions en présentiel. C'est bien sûr un grand plaisir que la présidente du CIO, Kirsty Coventry, le président des COE, Spyros Capralos, et le commissaire européen Glenn Micallef — les plus hautes figures du mouvement olympique et de la politique sportive européenne — aient confirmé leur présence. Et les sujets de discussion ne manqueront pas. Comment le sport organisé doit-il se positionner face aux crises géopolitiques et aux guerres actuelles ? Le sport n'est-il pas surchargé par les attentes liées à son rôle sociétal ? Quelle responsabilité l'Union européenne se reconnaît-elle dans la promotion du modèle sportif européen et dans le soutien continu apporté aux clubs et fédérations dans leurs activités ?

Ces questions, entre autres, seront également débattues par un panel de haut niveau réunissant Kersti Kaljulaid, ancienne présidente de la République d'Estonie et actuelle présidente du CNO estonien, Amélie Oudéa-Castéra, ancienne ministre française des Sports et présidente du CNO français, ainsi que Jean Michel Saive, président du Comité Olympique et Interfédéral Belge.

Je vous souhaite une excellente lecture de notre rapport mensuel.

Bien à vous,



Folker Hellmund

Directeur du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

Le Parlement européen renforce son soutien au modèle sportif européen

Le 7 octobre, le Parlement européen a franchi une étape importante dans les discussions sur le modèle sportif européen en adoptant le rapport d'initiative sur le [« Rôle des politiques de l'UE dans la définition du modèle sportif européen »](#). Le rapport met l'accent sur le rôle sociétal du sport organisé, l'importance des initiatives locales et la protection des principes fondamentaux du sport.

Évaluation du Bureau des COE auprès de l'UE

Le Bureau des COE auprès de l'UE, qui a collaboré étroitement avec le rapporteur Bogdan Zdrojewski (PPE, Pologne), salue le soutien marqué du rapport envers le modèle sportif européen (MSE).

Le Bureau des COE auprès de l'UE se réjouit de constater un rapport très favorable au modèle sportif européen et à ses principaux principes, au rôle sociétal du mouvement sportif organisé, à la reconnaissance des menaces pesant sur ce modèle important, à la nécessité d'un financement suffisant et approprié pour les organisations sportives à tous les niveaux, ainsi qu'à la coopération entre les organisations sportives et les institutions de l'UE.

Lors de la discussion en séance plénière, à la fois le député Zdrojewski et le commissaire européen au sport Glenn Micallef ont souligné la nécessité d'un engagement renouvelé de l'UE pour préserver les dimensions sociales, culturelles et locales du sport.

Le rapport souligne que l'autonomie des organisations sportives dépend d'une gouvernance solide, fondée sur la transparence, l'égalité, la diversité et l'inclusion. Il appelle à une participation accrue des parties prenantes, en particulier des athlètes et des supporters, tout en abordant la sous-représentation des femmes et des minorités aux postes de direction.

Ce rapport constitue un appel à l'action, faisant suite aux discussions, rapports et études précédentes sur le modèle sportif européen : « Alors que différents sports font face à des menaces croissantes pour leurs principes et valeurs, il est crucial que les décideurs européens soutiennent fermement le sport ».

Points clés

- Impact sociétal : La contribution du sport à la santé publique, à la cohésion sociale et à la prévention de la violence et de la radicalisation est reconnue.
- Modèle sportif européen : Le rapport défend un sport fondé sur des valeurs, les systèmes de promotion-relégation et les compétitions ouvertes, tout en signalant des menaces telles que la commercialisation, les compétitions dissidentes et la propriété étrangère.
- Droits des athlètes : Renforcement des droits fondamentaux, soutien aux carrières doubles, santé mentale, développement post-retraite et reconnaissance des athlètes comme modèles.
- Financement et sport de base : Appel à un financement suffisant et accessible via Erasmus+ et à des synergies avec les Fonds structurels (par exemple, le Fonds européen de développement régional), et reconnaissance du rôle central des bénévoles.
- Gouvernance et droit de l'UE : L'autonomie est liée à des standards élevés de transparence, d'intégrité et de gouvernance financière cohérente ; un encadrement plus clair de l'application du droit de l'UE au sport est demandé.
- Bénévoles : Reconnaissance du rôle crucial des bénévoles pour le sport, tant au niveau amateur que professionnel, qui devrait être soutenu et encouragé par des lignes directrices de la Commission afin d'attirer, valoriser et fidéliser les bénévoles.

- Durabilité et accessibilité : Introduction de la responsabilité environnementale et amélioration de l'accessibilité des infrastructures.
- Piraterie du sport et des contenus en direct : Reconnaissance de cette menace ; la Commission et les États membres sont invités à intensifier les actions et à proposer une législation ciblée.
- Grands événements et solidarité : Organisation des événements sur la base du mérite et renforcement de la solidarité financière entre le sport professionnel et le sport de base.

L'adoption de ce rapport constitue un appel à l'action pour les décideurs européens afin de protéger les valeurs, l'autonomie et l'impact sociétal du sport européen pour les années à venir.

Prochaines étapes

Le rapport servira de base à la prochaine communication de la Commission européenne, « Une vision stratégique pour le sport en Europe : Renforcer le modèle sportif européen ». La Commission a lancé des consultations, y compris un [questionnaire public en ligne](#) ouvert jusqu'au 8 décembre. Le Bureau des COE auprès de l'UE coordonnera une contribution conjointe du Mouvement olympique européen et supervisera la réunion ciblée entre le commissaire Micallef, les CNO de l'UE-27 et le Comité exécutif du COE, qui se tiendra le 17 novembre.

PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse](#)

Programme de travail de la Commission européenne pour 2026

La Commission européenne a publié son programme de travail pour 2026 le 21 octobre, présentant les principales initiatives législatives et non législatives, les dossiers en cours ainsi que les propositions en suspens qui façonneront la politique de l'Union européenne au cours de l'année à venir.

La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a présenté ce programme aux membres du Parlement européen lors d'une séance plénière, qualifiant 2026 « le moment de l'indépendance de l'Europe ». Le programme de travail maintient un accent particulier sur les priorités fondamentales telles que la compétitivité, la croissance et la résilience économique, tout en abordant des enjeux plus proches des citoyens tels que la prospérité, l'accessibilité, la sécurité, la défense et la démocratie.

Principales priorités et initiatives

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des initiatives particulièrement pertinentes pour le secteur du sport, qui seront suivies de près tout au long de 2026 par le Bureau des COE auprès de l'UE. En plus du lancement de nouvelles propositions, la Commission fera progresser les textes législatifs en attente et évaluera les lois existantes afin d'assurer leur cohérence avec les objectifs de l'Union.

	European Commission priorities	Policy Objective	File	Type	Potential relevance for sport
Q1	Defending People, Strengthening Societies and Our Social Model	Fairness	Intergenerational Fairness Strategy – supporting solidarity across generations	Non-legislative	Role of sport clubs providing intergenerational spaces (playing, coaching, volunteering).
	Democracy, Values	Equality	New Gender Equality Strategy 2026-2030		Follow-up to 2025 Strategy, role of sport to support to sport orgs. to reach equality.
		People	Action Plan against Cyberbullying – promoting safer online environments for young people		Could link with IOC/EOC/NOCs' tools to safeguard athletes from online harassment.
Q2	Defending People, Strengthening Societies and Our Social Model	Fairness	Strengthening of the Child Guarantee to tackle child poverty	Non-legislative	Role of sport clubs providing access to recreation for every child, potential funding for sport orgs. projects.
	Prosperity and Competitiveness	Tourism	European Strategy on Sustainable Tourism – balancing economic, social, and environmental impacts and strengthening competitiveness and resilience		Sport's contribution to local tourism, potential funding for sport orgs./local authorities through regional funds.
	Food Security, Water, Nature	Animal Welfare	Livestock strategy (including animal welfare); Evaluation of the Animal Health Regulation		Potential implications for members of the equestrian community (animal transport, welfare).
	Democracy, Values	Anti-Crime & Anti-Corruption	Strengthening Eurojust	Legislative	Improved EU coordination against cross-border crime (e.g. corruption, sexual abuse).
		Equality	Enhanced strategy for the rights of persons with disabilities up to 2030	Non-legislative	Inclusive participation, including sport, as a tool for empowerment, health, and social integration.
	Global Europe	Health	Global Health Resilience Initiative – strengthening rapid responses to new health risks		Could consider sport as a tool for prevention which should also be safeguarded during acute pandemics (i.e. Covid-19).
Q3	Defending People, Strengthening Societies and Our Social Model	Skills and Jobs	Fair labour mobility package: Skills portability initiative to help workers use their qualifications and find new opportunities across the EU	Legislative	Potentially interesting for volunteers & coaches concerning the transferability of skills acquired through sport.
Q4	Prosperity and Competitiveness	Climate	Climate package for the decade ahead: revision of national targets and flexibilities in the EU climate policy framework; Integrated framework for climate resilience		Sport is both affected by and instrumental in addressing climate change (see EOC EU Office OCEAN project).
	Defending People, Strengthening Societies and Our Social Model	Skills and Jobs	Quality Jobs Act – ensuring modern employment keeps pace with the modern economy		Potentially interesting for the attraction and retention of employees in sport.
	Democracy, Values	Anti-Crime & Anti-Corruption	New Anti-Corruption Strategy	Non-legislative	Corruption poses a serious threat to the integrity of sport, and the EU Network Against Corruption has recognised this as a priority area for action, following already existing EU Network Against Corruption.

Il convient de noter que la Commission a retiré la proposition de directive sur les associations transfrontalières européennes. Les propositions retirées le sont en raison d'un calendrier d'adoption obsolète, de lenteurs dans le processus législatif, d'un risque de charge administrative excessive ou encore d'une incompatibilité avec les priorités de l'Union.

Réactions des députés européens

Les députés du Parlement européen (MEP) ont réagi avec un mélange de soutien et de critiques. Les membres du groupe des Socialistes et Démocrates (S&D) ont notamment souligné l'importance de la santé publique pour la compétitivité européenne, appelant à une attention accrue portée à la santé mentale des jeunes, à la santé des femmes et à la santé cardiovasculaire. Le Parti populaire européen (PPE) a plaidé pour un soutien renforcé aux régions européennes à travers le cadre financier pluriannuel (CFP), tandis que le groupe Renew a demandé des mesures plus fortes contre la corruption.

La Commission a appelé à une coopération constructive, dans un contexte où la présidente de la Commission fait face à des critiques.

Le Bureau des COE auprès de l'UE continuera de suivre les développements et de fournir des mises à jour sur les politiques affectant les organisations sportives tout au long de l'année 2026.

PLUS D'INFORMATIONS

[Communication complète et liste des initiatives](#)

[Fiche d'information](#)

[Communiqué de presse](#)

[Q&A](#)

Lutter contre les discours de haine dans le sport grâce à la Méthode Ouverte de Coordination de la Commission européenne

Dans le cadre du Plan de travail de l'UE pour le sport 2024-2027, la Méthode Ouverte de Coordination (MOC) a introduit un nouveau format de travail pour développer et partager les bonnes pratiques entre les États membres. Le premier groupe thématique, « Lutte contre les discours de haine dans le sport », a été lancé en octobre 2024, avec la participation du Bureau des COE auprès de l'UE en tant qu'observateur permanent.

Le groupe s'est réuni pour sa troisième session les 9 et 10 octobre 2025 à Bruxelles, en présence de douze États membres et de cinq observateurs permanents, dont le Conseil de l'Europe, FIFPRO, les European Leagues et le Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, en plus du Bureau des COE auprès de l'UE. La réunion s'est concentrée sur les quatre domaines principaux identifiés :

- Cadres juridiques et politiques : Les discours de haine dans le sport sont en grande partie traités dans le cadre des codes pénaux généraux plutôt que par des lois spécifiques au sport. Les États membres ont souligné la nécessité d'une approche globale et multi-niveaux couvrant tous les sports.
- Manifestations et données : Les auteurs d'infractions semblent être majoritairement des hommes, tandis que les femmes, les jeunes arbitres et les athlètes amateurs sont les plus touchés. Les abus en ligne constituent une préoccupation croissante, notamment dans le sport jeunesse.
- Bonnes pratiques et sanctions : Les stratégies existantes incluent des campagnes de sensibilisation, des initiatives d'inclusion, des mesures disciplinaires et des actions des forces de l'ordre. Le groupe est en train de compiler une liste unifiée de recommandations pratiques basées sur les manifestations et les données disponibles.

- Actions futures : Les questions émergentes telles que la détection assistée par IA, les abus en ligne et la prévention à la base ont été explorées. L'alignement sur la réglementation européenne en matière de numérique et de données a été souligné comme étant d'une importance cruciale.

Les discussions ont mis en évidence la complexité de la définition des discours de haine. Il a été décidé de rester large dans le travail du groupe MOC afin de tenir compte des contextes culturels et juridiques variés. Il reste à décider si les discours de haine en ligne devraient faire l'objet d'une section dédiée dans le rapport final ou être intégrés dans l'ensemble des chapitres.

La réunion a également présenté la campagne [United Against Online Abuse \(UAOA\)](#), qui a révélé une augmentation significative des abus en ligne visant les athlètes et arbitres féminines, la misogynie et le racisme étant les plus répandus. L'initiative promeut la surveillance par IA, les réformes législatives, la recherche fondée sur des preuves et les campagnes de sensibilisation, et contribue au projet Erasmus+ « [Developing a Pan-European Framework to Combat Online Abuse in Sport](#) », coordonné par la Fédération Internationale de l'Automobile (FIA).

Prochaines étapes : Les projets des États membres sont attendus pour le 1er novembre 2025, le rapport final étant prévu pour juin 2026. Le Bureau des COE auprès de l'UE continuera d'apporter ses contributions, tandis que les prochaines réunions du groupe MOC en mars (en ligne) et mai 2026 (Bruxelles) permettront de finaliser les chapitres et les recommandations.



LE COIN DES PARTENAIRES

Nouveau partenaire ! Le Bureau des COE auprès de l'UE souhaite la bienvenue au Comité Olympique du Kosovo en tant que partenaire



Le Bureau des COE auprès de l'UE est fier de formaliser son partenariat avec le Comité Olympique du Kosovo, s'appuyant sur une relation qui a débuté grâce à leur participation aux projets Erasmus+ OCEAN (action climatique) et, plus récemment, SAFE HARBOUR (violences dans le sport). Cette collaboration soutient non seulement le Comité Olympique du Kosovo dans la réalisation de ses objectifs spécifiques, mais offre également un accès à l'expertise étendue et au réseau du Bureau des COE auprès de l'UE sur des questions partagées au sein du mouvement sportif organisé.

En s'associant au Bureau des COE auprès de l'UE, le Comité Olympique du Kosovo bénéficiera d'une équipe expérimentée offrant des conseils spécialisés sur les affaires de l'UE, avec un accent particulier sur les opportunités de financement, la gouvernance sportive et la législation européenne affectant le sport.

Le Président du Comité Olympique du Kosovo, Ismet Krasniqi, a déclaré : « C'est un grand plaisir que le Comité Olympique du Kosovo devienne l'un des partenaires du Bureau des COE auprès de l'UE. Il s'agit d'une étape importante qui nous permet de nous rapprocher des processus européens, de renforcer la voix du sport kosovar au niveau international et de bénéficier de l'expérience et des réseaux que ce bureau offre. Ce partenariat nous aidera à faire progresser davantage le sport dans notre pays et à promouvoir les valeurs olympiques auprès des jeunes et de la société dans son ensemble. »

Le Président des COE, Spyros Capralos, a ajouté : « Nous sommes très heureux d'accueillir le Comité Olympique du Kosovo en tant que partenaire du Bureau des COE auprès de l'UE. Ce partenariat constitue une étape importante pour renforcer les liens avec les Comités Nationaux Olympiques européens et faire progresser le Mouvement Olympique. L'engagement du Kosovo pour le développement du sport au niveau national, la promotion des valeurs olympiques et la participation à la communauté sportive européenne apportera des perspectives précieuses à notre travail commun. »

Le Directeur du Bureau des COE auprès de l'UE, Folker Hellmund, a conclu : « Je suis ravi d'accueillir le Comité Olympique du Kosovo en tant que partenaire du Bureau des COE auprès de l'UE. Leur participation active aux projets financés par Erasmus+ démontre déjà un fort engagement en faveur de la coopération internationale et du développement du sport. Ce partenariat constitue une occasion opportune de renforcer l'implication du Comité Olympique du Kosovo dans les questions liées à l'UE pour le sport. »

45e Séminaire des COE et Forum de Solidarité Olympique à Malte : le Bureau des COE auprès de l'UE facilite des discussions thématiques entre les CNO européens

Le Bureau des COE auprès de l'UE a participé au 45e Séminaire des COE et Forum de Solidarité Olympique, qui s'est tenu à Malte les 3 et 4 octobre, contribuant activement à l'agenda riche de l'événement portant sur la gouvernance, la durabilité et la protection des athlètes au sein du Mouvement olympique européen.

Dans son discours de bienvenue, le président des COE, Spyros Capralos, a souligné le format révisé du Forum de cette année, visant à favoriser davantage d'échanges entre les CNO.

Discours du commissaire au Sport, Glenn Micallef

Invité à prendre la parole dans son pays natal, Glenn Micallef, commissaire européen à l'équité intergénérationnelle, à la jeunesse, à la culture et au sport, a souligné la fierté de Malte d'avoir accueilli et remporté le plus grand nombre de médailles aux Jeux des Petits États d'Europe 2023, mettant en avant le profond respect du pays pour le sport et ses valeurs. Le commissaire a insisté sur le fait que le sport en Europe incarne la communauté, l'équité, l'inclusion et les opportunités – des principes enracinés dans les petits clubs et les communautés locales, où les supporters sont formés et les talents découverts, reflétant le modèle sportif européen fondé sur la solidarité, l'ouverture et la bonne gouvernance. Il a salué les efforts inlassables du COE et de son Bureau des COE auprès de l'UE, notant que des événements comme le Festival olympique de la jeunesse européenne (EYOF) favorisent le respect, la solidarité et l'inclusion parmi les jeunes athlètes. Soulignant l'importance de la diplomatie sportive, il a cité Milano-Cortina 2026 comme une occasion de montrer comment le sport unit les personnes, tout en appelant à poursuivre les efforts pour attirer des grands événements en Europe. Le commissaire Micallef a réaffirmé que la protection des droits des athlètes et leur implication dans la prise de décision sont essentielles, citant Paris 2024 comme un jalon pour des Jeux centrés sur les athlètes.

Il a rappelé l'engagement de l'UE à renforcer le sport via Erasmus+ et de futures initiatives, défendant l'autonomie du sport tout en soulignant ses responsabilités, telles que la promotion de la paix et des droits humains. Condamnant l'agression de la Russie contre l'Ukraine, il a appelé à la cohérence dans la défense de ces valeurs et exprimé sa confiance dans le rôle du Mouvement olympique pour construire un avenir plus lumineux et fondé sur des valeurs pour le sport en Europe.

Ateliers thématiques

Le Forum a offert des occasions de discussion à travers cinq ateliers thématiques, alignés sur les priorités de l'Agenda stratégique 2030 du COE.

Bonne gouvernance



Lors de la discussion sur la bonne gouvernance, le Bureau des COE auprès de l'UE, avec son directeur Folker Hellmund et sa chargée de mission Elisabeth Strobach, aux côtés du directeur associé du CIO pour les services institutionnels et de gouvernance, Jérôme Poivey, a rétabli un cadre commun en rappelant aux participants les Principes universels de bonne gouvernance, le contexte spécifique de gouvernance au sein de l'UE, ainsi que la jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne, qui continue de façonner l'environnement juridique des organisations sportives.

L'ancien président de l'ASOIF, Francesco Ricci-Bitti, a partagé sa longue expérience dans le domaine de la bonne gouvernance des organisations sportives internationales.

Lors d'une table ronde, la membre du Comité exécutif du COE et vice-présidente du CNO de Grande-Bretagne, Annamarie Phelps, la responsable des relations internationales du CNO de Slovaquie, Petra Gantnerova, le secrétaire général du CNO du Liechtenstein, Beat Wachter, et le directeur général et secrétaire général du CNO d'Irlande, Peter Sherrard, ont partagé leur propre expérience dans la mise en œuvre des standards de bonne gouvernance au sein de leur CNO.

Des outils pratiques d'auto-évaluation, tels que le [SIGGS 3.0](#) du Bureau des COE auprès de l'UE, ont été mis en avant comme ressources clés pour une amélioration continue et restent disponibles pour aider les organisations sportives à renforcer leur bonne gouvernance grâce à des actions ciblées.



Développement durable : construire un monde meilleur et plus sain grâce au sport



Le projet OCEAN a été mis en lumière lors de l'atelier interactif animé par Annamarie Phelps, présidente de la Commission sur la durabilité et la société active du COE. Cette session a souligné l'importance croissante de la durabilité environnementale et sociale dans le sport et à travers le sport.

Les discussions se sont concentrées sur la réduction des émissions de carbone, avec l'[OCEAN SPORT CO2 Calculator](#), un outil pratique conçu pour aider les organisations sportives à mesurer leur empreinte carbone, mais également sur l'évaluation du retour social sur investissement (SROI) du sport. Plusieurs CNO, dont ceux de la Turquie, de l'Espagne, de la Slovaquie, de la Roumanie ou du Royaume-Uni, ont eu l'occasion de présenter leurs projets et initiatives dans l'un des domaines de la durabilité.



Athlètes : donner la parole aux athlètes, protéger et soutenir leur intégrité (protection, éthique) et promouvoir la transition de carrière



Cet atelier a porté sur la question essentielle de la protection des athlètes. Les participants ont pris part à une étude de cas interactive mettant en évidence la responsabilité partagée de tous les acteurs pour assurer la sécurité des athlètes. Le projet [SAFE HARBOUR](#) a été présenté comme une initiative clé pour aider les CNO à renforcer leurs systèmes de protection et à mettre en œuvre des mesures et outils concrets pour gérer efficacement les cas. De plus, tous les CNO ont été invités à remplir le questionnaire d'analyse des écarts (GAP Analysis), fournissant un retour précieux pour préparer les prochaines étapes du projet.

Le principal résultat a été un fort consensus sur la nécessité de donner la priorité à la protection des athlètes par l'éducation, la sensibilisation et des environnements de soutien plutôt que par des mesures punitives. Les participants ont souligné que tous les acteurs de l'environnement d'un athlète doivent comprendre leurs responsabilités, reconnaissant que la vie des athlètes va bien au-delà de leur entraînement. Une communication respectueuse et des approches réparatrices ont été considérées comme essentielles pour prévenir les préjudices et maintenir la confiance des athlètes dans leurs systèmes de soutien.



Au-delà de la protection des athlètes, le sujet de leur représentation a également été abordé, avec un accent sur le rôle des Commissions des athlètes et un appel à une meilleure intégration des athlètes dans les ateliers, les commissions et les fonctions publiques au sens large.

Les autres ateliers se sont concentrés sur l'intelligence artificielle : amélioration des opérations des CNO ; événements du COE, du niveau local à l'élite, développement des athlètes et participation aux événements du COE ; marketing et communication numérique : renforcement de la portée et de l'identité de la marque.

Retour sur le nouveau format du Séminaire des COE

Tous les participants ont apprécié les formats innovants, l'excellente opportunité de réseautage et de création de liens avec des collègues d'autres CNO, et ont salué les animateurs et organisateurs. Du côté du Bureau des COE auprès de l'UE, nous ne pouvons qu'appuyer ces remarques et nous nous sommes réjouis de contribuer aux échanges.

Projet SAFE HARBOUR – De Zagreb à Bucarest – continue de renforcer les mécanismes de réponse aux problèmes de violences sexuelles dans le sport européen

Le projet SAFE HARBOUR a poursuivi son élan en octobre, avec deux événements clés organisés en préparation de la prochaine phase de travail.

Module éducatif GUARD 2



Le 14 octobre 2025, le projet SAFE HARBOUR a été présenté par le Bureau des COE auprès de l'UE lors du Module 2 de la Formation Éducative dans le cadre du projet [GUARD](#), qui s'est tenu à Zagreb, en Croatie. Cette occasion a constitué une plateforme précieuse pour sensibiliser la communauté des professionnels et parties prenantes de la protection aux objectifs, outils et résultats émergents de SAFE HARBOUR, tout en illustrant un exemple clé de coopération au sein du Mouvement Olympique, afin de conjuguer les efforts tout en évitant les doublons.



Au cours de la session de formation, les participants ont exploré comment le projet SAFE HARBOUR façonne l'avenir de la protection grâce à son GAP Report, qui cartographie à la fois les lacunes existantes et les pratiques prometteuses dans ce domaine. Ils ont également examiné les ressources et outils pratiques développés pour soutenir la mise en œuvre des politiques de protection aux niveaux national et européen. Plus important encore, l'événement a mis en lumière la création du Réseau Européen pour un Sport Sûr (ENSS), envisagé comme un mécanisme clé pour promouvoir la collaboration, l'échange de connaissances et le soutien durable entre Comités Nationaux Olympiques, fédérations et clubs. Ce réseau prépare également le terrain pour le futur Centre Régional contre les violences (Safe Sport Hub) du CIO en Europe.

Réunion de projet SAFE HARBOUR 2



Une semaine plus tard, le projet SAFE HARBOUR a poursuivi son élan avec la tenue de sa deuxième réunion de projet les 21 et 22 octobre 2025 à Bucarest, en Roumanie. Organisée par le Comité Olympique et Sportif Roumain et coordonnée par le Bureau des COE auprès de l'UE, la réunion a rassemblé les organisations partenaires de toute l'Europe pour faire le point sur les réalisations à ce jour et s'aligner sur les priorités à venir.



La réunion a commencé par la présentation du GAP Report, suivie de sessions interactives sur la cartographie de la base de données des parties prenantes et l'outil de classification. Ces échanges et activités pratiques ont permis d'identifier à la fois des bases solides et des domaines nécessitant un développement supplémentaire, tout en posant les fondations des prochaines étapes du projet. Le deuxième jour s'est orienté vers les initiatives futures, tandis que des discussions et activités conjointes ont été menées en préparation de la création de l'ENSS, incluant son modèle de gouvernance, sa mission, sa vision et ses priorités stratégiques.



Ensemble, les projets SAFE HARBOUR et GUARD reflètent un engagement paneuropéen et une approche holistique de la protection, reliant sensibilisation, renforcement des capacités et réforme structurelle dans une réponse européenne coordonnée. Ils illustrent ainsi l'engagement continu du Mouvement Olympique à renforcer efficacement ses mécanismes de réponse aux violations et préoccupations en matière de protection dans le sport européen, du niveau amateur au niveau élite.

OCEAN Sport CO₂ Calculator présenté aux CNO et fédérations sportives lors de deux événements clés

L'[OCEAN Sport CO₂ Calculator](#) continue de susciter un fort intérêt alors que les Comités Nationaux Olympiques (CNO) et les fédérations sportives recherchent des solutions pratiques pour mesurer et réduire leur impact environnemental. Développé comme un outil spécifique au sport et gratuit, il offre aux organisations un point d'entrée accessible dans le comptage des gaz à effet de serre en se concentrant sur les principales sources d'émissions liées aux opérations sportives et à la participation aux événements.

Webinaire ANOC « Sustainability Accelerator »

L'outil a été présenté lors d'une session en ligne organisée par l'Association des Comités Nationaux Olympiques (ANOC), réunissant plus de 30 CNO de tous les continents. La présentation de Tobias Wagner (Oeko-Institut), soutenue par le Bureau des COE auprès de l'UE, a introduit le fonctionnement du calculateur pour aider les CNO à obtenir un aperçu immédiat de leurs émissions et à identifier le potentiel de réduction, après quoi les CNO de France et de Croatie ont partagé des conseils sur la collecte des données et les mesures clés à mettre en œuvre. Les discussions entre participants ont mis en évidence le rôle central des déplacements, de l'hébergement et de la consommation énergétique dans leurs stratégies nationales de durabilité. Plusieurs CNO ont confirmé qu'ils utilisent déjà ou se préparent à utiliser l'OCEAN Sport CO₂ Calculator pour renforcer les procédures de collecte de données et structurer des plans de décarbonisation à long terme.



Club français pour le développement durable

L'outil a également été présenté lors de la réunion du Club Développement Durable à Paris, où le CNO français et le Ministère des Sports ont rassemblé 25 fédérations sportives nationales engagées à promouvoir la responsabilité environnementale dans le cadre de la « Charte des 15 engagements ». L'OCEAN Sport CO₂ Calculator a été présenté comme un instrument de soutien pragmatique pour les fédérations cherchant à mettre en œuvre concrètement leurs engagements en matière de durabilité. La session a inclus des contributions complémentaires de représentants du football, du ski et du vol à voile, démontrant des voies sectorielles spécifiques pour réduire les émissions grâce à des politiques de mobilité, une organisation d'événements économe en ressources et des achats durables.



Appel à l'action

Avec l'intérêt croissant et l'adoption directe par des organisations européennes et internationales, l'OCEAN Sport CO₂ Calculator s'affirme comme un outil utile et attrayant pour le mouvement sportif. Le Bureau des COE auprès de l'UE encourage toutes les parties prenantes à explorer le calculateur et à prendre des mesures concrètes pour mesurer leur empreinte carbone.

PLUS D'INFORMATIONS

[OCEAN Sport CO₂ Calculator](#)

[LinkedIn: OCEAN](#)

Projet EmpowHER Volleyball Game Changer : enseignements de l'enquête sur l'égalité des genres

Le projet EmpowHER Volleyball Game Changer (EVGC), dirigé par la Confédération Européenne de Volleyball (CEV) et cofinancé par l'UE, a publié son Analyse de l'Enquête sur l'Égalité des Genres, mettant en lumière la sous-représentation persistante des femmes dans les postes de direction du volleyball à travers l'Europe.

Gender Equality Survey Analysis

L'enquête, menée mi-2025, a touché 823 personnes impliquées dans la gouvernance nationale et régionale du volleyball. Avec près de 300 réponses complètes analysées, elle dresse un portrait complet des défis, des lacunes et des opportunités qui définissent le paysage actuel du leadership féminin dans ce sport. Le rapport organise ses résultats en trois axes principaux : barrières structurelles, barrières culturelles et stratégies d'empowerment.

Barrières structurelles

Le premier axe, Barrières structurelles, révèle une sous-représentation persistante des femmes dans les postes de direction, la plupart des organisations rapportant que les femmes occupent seulement entre 11 % et 30 % des postes de direction. Ainsi, bien que certains progrès soient visibles, la rémunération des femmes en position de leadership reste encore plus rare, et la présence de politiques de recrutement spécifiques au genre est très faible, tant au niveau national que régional. De même, les limites d'âge ou de mandat pour les postes de direction sont mises en œuvre de manière incohérente, et les politiques formelles d'égalité des genres restent rares (25 % des organisations en disposent). Même lorsqu'elles existent, elles manquent souvent de cadres d'implémentation ou d'évaluation appropriés, éléments associés à un meilleur équilibre entre les genres.

Barrières culturelles

Le deuxième axe, Barrières culturelles, examine les normes informelles, hypothèses et attitudes qui façonnent l'expérience de l'inclusion. Malgré l'existence de structures formelles, de nombreux répondants ont signalé un accès limité au développement du leadership, un manque de mentorat et des biais subtils dans le recrutement. Notamment, 70,3 % des femmes répondantes déclarent avoir subi des discriminations basées sur le genre dans des contextes de leadership, contre seulement 10,4 % des hommes. Ces écarts de perception se reflètent également dans la culture organisationnelle globale : les hommes ont tendance à évaluer leur organisation comme inclusive et engagée pour l'égalité, tandis que les femmes expriment un scepticisme plus marqué.

Stratégies d'empowerment

La dernière section du rapport passe de l'analyse à l'action, proposant une feuille de route pour favoriser le leadership des femmes dans le volleyball. Le mentorat, la formation au leadership et le recrutement transparent figurent en tête de liste des actions. Les fédérations ont également souligné la valeur des programmes de parrainage, des politiques de travail flexibles et des quotas formels, montrant un modèle holistique qui combine réformes structurelles et changements culturels.

Dans l'ensemble, ces résultats dressent un portrait nuancé de la communauté européenne de volleyball : engagée, mais encore en chemin pour passer des gestes symboliques à un changement systématique. Ces conclusions alimenteront le futur Kit EVGC, conçu pour aider les fédérations et clubs à intégrer l'égalité des genres dans la gouvernance. Le rapport complet est disponible sur le [site web de la CEV](#).



5^e Forum International pour l'Intégrité dans le Sport : Déclaration Universelle adoptée

Le Bureau des COE auprès de l'UE a participé au 5^e Forum International pour l'Intégrité dans le Sport, tenu le 24 octobre, qui a réuni des dirigeants de tout le Mouvement Olympique pour discuter de l'intégrité, de la protection et de la gouvernance, aboutissant à l'adoption de la Déclaration Universelle sur l'Intégrité dans le Sport.

La Présidente du CIO, Kirsty Coventry, a ouvert le Forum en soulignant que l'intégrité est l'un des sujets les plus importants pour les athlètes. Elle a mis en avant l'importance de compétitions équitables et la nécessité de maintenir la confiance dans le système, insistant sur le fait que le renforcement des structures de gouvernance et des décideurs est clé pour un environnement sportif solide et crédible. Coventry a également souligné le rôle du [Code du Mouvement Olympique sur la Prévention de la Manipulation des Compétitions](#), l'importance d'utiliser des plateformes pour promouvoir la bonne gouvernance, la protection, l'intégrité des paris et le renseignement, ainsi que la nécessité que tous les éléments du système fonctionnent en concert. Elle a reconnu l'IA comme à la fois un défi et une opportunité, notant que son influence doit être soigneusement gérée pour éviter des conséquences négatives.



Copyright: IOC/Christophe Moratal

Le Commissaire européen au sport, Glenn Micallef, dans un message vidéo, a renforcé ces thèmes, soulignant que l'intégrité est synonyme de confiance, qui constitue le fondement du sport. Il a salué les efforts des parties prenantes pour protéger le sport, notant que les menaces continuent de mettre en danger l'environnement sportif, de saper la confiance du public et de compromettre le bien-être physique et mental des athlètes.

Micallef a appelé tous les participants à jouer un rôle, depuis la lutte contre la criminalité jusqu'à la rupture des stigmates, et a mis en avant des initiatives telles que IPACS et les projets Erasmus+ sur l'intégrité comme essentielles à une vision stratégique du sport européen.

Les panels du Forum ont exploré la gouvernance, l'intelligence artificielle, la manipulation des compétitions et la protection des athlètes. Des intervenants du Conseil de l'Europe, de l'UNODC, de l'ASOIF, de la Commission d'éthique du CIO et d'IPACS ont souligné l'importance d'une bonne gouvernance, des chartes éthiques et de la collaboration avec les forces de l'ordre pour prévenir la corruption et protéger les athlètes. Ils ont insisté sur le fait que le sport doit agir de manière proactive, en établissant des règles, des mécanismes de sanction et des cadres multi-parties prenantes avant que des interventions externes ne deviennent nécessaires.

Le rôle de l'intelligence artificielle a été discuté comme à la fois une opportunité et un défi. Les experts ont examiné comment l'IA peut soutenir les officiels, améliorer la cohérence dans la prise de décisions, protéger les athlètes et renforcer l'engagement des fans, tout en soulignant la nécessité d'une surveillance attentive pour éviter les usages abusifs. La session sur la manipulation des compétitions s'est concentrée sur le maintien de l'équité, avec des discussions sur l'intégrité des paris, les sanctions, les programmes d'ambassadeurs athlètes et la coopération internationale pour prévenir la corruption.

La protection des participants a été abordée comme partie intégrante de l'intégrité dans le sport. Les intervenants ont souligné que protéger les participants contre les abus n'est pas seulement un impératif éthique, mais également crucial pour maintenir la confiance dans le système sportif. Les présentations ont mis l'accent sur l'importance d'approches adaptées au contexte, de la prise en compte des problèmes systémiques et de l'intégration des pratiques de protection à tous les niveaux, du sport amateur au sport de haut niveau.

Le Forum s'est conclu sur un message clair : l'intégrité est une responsabilité partagée, fondée sur la crédibilité et la confiance, mais fragile et facilement compromise. Le lancement de la Déclaration Universelle sur l'Intégrité dans le Sport a constitué une étape dans le renforcement des standards éthiques et la protection de l'intégrité du sport à l'échelle mondiale.

PLUS D'INFORMATIONS

[Page web du Forum](#)

[Déclaration Universelle pour renforcer l'intégrité dans le sport](#)



ÉVÈNEMENTS À VENIR

12 - 13 Novembre 2025

Comités olympiques européens : 8e Forum européen des athlètes (Londres)

17 Novembre 2025

Bureau des COE auprès de l'UE : 7e Soirée européenne du sport (Bruxelles)

09 - 10 Décembre 2025

Bureau des COE auprès de l'UE : Séminaire de compétences (Bruxelles)



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Bruxelles, Belgique



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office